

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2017 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2016, nos états financiers consolidés audités de 2016 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement. Nous attirons l'attention du lecteur sur notre rapport de gestion annuel de 2016, dans lequel nous avons mentionné que certains chiffres correspondants des périodes précédentes avaient été retraités de manière rétrospective par suite de la décision du comité d'interprétation des IFRS relative à la norme IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2016.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 19 juillet 2017 et a été approuvé à cette date par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « deuxième trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 30 juin 2017, l'expression « premier trimestre » désigne la période de trois mois close le 31 mars 2017 et les expressions « semestre », « semestre considéré » et « semestre à l'étude » s'entendent de la période de six mois close le 30 juin 2017, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2016 ou au 31 décembre 2016, selon le cas.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

Faits saillants stratégiques	3	Engagements et obligations contractuelles	32
Sommaire des résultats financiers consolidés	5	Évolution de la réglementation	32
Principales variations des résultats financiers par rapport à 2016	6	Mise à jour sur les risques et les incertitudes	33
Résultats de nos secteurs à présenter	8	Estimations et méthodes comptables critiques	35
Revue de la performance consolidée	17	Prévisions financières	36
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	20	Indicateurs clés de performance	37
Aperçu de la situation financière	26	Mesures non conformes aux PCGR	38
Situation financière	27	Information complémentaire	41
Gestion des risques financiers	28	À propos des énoncés prospectifs	43

Faits saillants stratégiques

Nos résultats du deuxième trimestre reflètent un essor constant. Au cours du trimestre, nous avons simplifié notre structure organisationnelle afin d'assurer une responsabilité plus grande de bout en bout à l'égard de l'expérience client. Nous continuons de mettre l'accent sur les paramètres fondamentaux qui, selon nous, sont les principaux moteurs de valeur pour les actionnaires : croissance des produits, marges, résultat d'exploitation ajusté, flux de trésorerie disponibles et rendements. Nous disposons d'actifs incomparables assortis d'occasions uniques qui nous permettront de favoriser une croissance durable.

Demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil

Notre essor s'est accentué au cours du trimestre dans le secteur Sans-fil. La croissance de 8 % des produits tirés des services est la plus élevée depuis 2009. Les ajouts nets d'abonnés aux services facturés se sont chiffrés à 93 000, soit une hausse de 28 000 abonnés grâce à un taux d'attrition nettement moins élevé, qui s'est chiffré à 1,05 %. Le taux d'attrition des services facturés a diminué de 9 points de base, ce qui en fait le plus bas taux d'attrition depuis 2009. Nous avons enregistré cette croissance remarquable du nombre d'abonnés aux services facturés tout en inscrivant une croissance de 9 % du résultat d'exploitation ajusté et une progression de 70 points de base de la marge correspondante sous l'effet de la solide croissance des produits. La croissance du résultat d'exploitation ajusté a été la plus élevée depuis 2010.

Améliorer le secteur Cable en tirant profit de la puissance de l'Internet et de notre solide plan en matière de produits

Les produits du secteur Cable sont demeurés stables au deuxième trimestre par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a augmenté de 3 % et la marge correspondante a progressé de 150 points de base, sous l'impulsion essentiellement des efficacités réalisées en matière de coûts et de la poursuite de la migration vers des produits Internet à marge plus élevée. Dans un contexte de concurrence intense, les pertes totales d'abonnés de Cable ont augmenté de 6 000 abonnés et les ajouts nets d'abonnés à Internet ont diminué de 1 000 abonnés.

Nous avons enregistré une solide croissance des produits tirés des services d'accès Internet, soit 7 % pour le trimestre, grâce à la vive popularité de notre service Internet Élan. Nous proposons au grand public les vitesses d'accès à Internet les plus rapides sur notre marché au moyen du service Internet Gigabit Élan offert sur l'ensemble de notre réseau par câble, qui compte plus de 4 millions de foyers.

Exclusion faite de la baisse des produits tirés des services de gros découlant de la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») de réduire les tarifs pour les services d'accès, la croissance des produits tirés des services d'accès Internet se serait chiffrée à 10 % pour le trimestre. De même, la croissance des produits et du résultat d'exploitation ajusté de Cable pour le trimestre se serait chiffrée à 1 % et à 6 %, respectivement, compte non tenu de cette même incidence.

Nous prévoyons lancer la plateforme vidéo X1 de Comcast, entièrement sur IP, en 2018. Nos clients bénéficieront de la détermination constante de Comcast en matière d'innovation. Notre adoption de la plateforme X1 nous permet d'offrir l'accès non seulement à l'une des solutions IPTV les plus évoluées, mais également au matériel installé chez l'abonné dernier cri de Comcast. Comcast attribue à sa plateforme évolutive X1 une augmentation du nombre d'abonnés à Xfinity TV, une réduction de son taux d'attrition et une hausse de la loyauté de la clientèle.

Axer le secteur Media sur les sports

Media demeure axé sur un solide portefeuille dans le secteur du divertissement sportif en direct. Au deuxième trimestre, la croissance de 4 % des produits de Media est principalement attribuable à nos actifs liés aux sports, notamment la vigueur de Sportsnet, dont le règne se poursuit en tant que première marque de média sportif au Canada pour une deuxième année de suite (pour les années civiles 2015 et 2016). Le résultat d'exploitation ajusté a subi les répercussions surtout des hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change) et de l'incidence de notre repositionnement vers les médias numériques annoncé au quatrième trimestre de 2016.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 048	1 931	6	4 016	3 821	5
Cable	870	870	-	1 725	1 726	-
Solutions d'Affaires	96	97	(1)	191	193	(1)
Media	637	615	4	1 111	1 063	5
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(59)	(58)	2	(113)	(103)	10
Produits	3 592	3 455	4	6 930	6 700	3
Total des produits tirés des services ¹	3 466	3 308	5	6 680	6 393	4
Résultat d'exploitation ajusté						
Sans-fil	924	846	9	1 737	1 609	8
Cable	428	415	3	820	808	1
Solutions d'Affaires	32	31	3	63	62	2
Media	63	90	(30)	35	41	(15)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(37)	(35)	6	(79)	(72)	10
Résultat d'exploitation ajusté ²	1 410	1 347	5	2 576	2 448	5
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ²	39,3 %	39,0 %	0,3 pt	37,2 %	36,5 %	0,7 pt
Bénéfice net	531	394	35	825	624	32
Bénéfice de base par action	1,03 \$	0,77 \$	34	1,60 \$	1,21 \$	32
Bénéfice dilué par action	1,03 \$	0,76 \$	36	1,60 \$	1,21 \$	32
Résultat net ajusté ²	514	427	20	843	672	25
Résultat par action de base ajusté ²	1,00 \$	0,83 \$	20	1,64 \$	1,30 \$	26
Résultat par action dilué ajusté ²	1,00 \$	0,83 \$	20	1,63 \$	1,30 \$	25
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net	451	647	(30)	937	1 199	(22)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	823	1 121	(27)	1 419	1 719	(17)
Flux de trésorerie disponibles ²	626	495	26	964	715	35

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Principales variations des résultats financiers par rapport à 2016

Produits

Les produits tirés des services de Sans-fil ont augmenté de 8 % pour le trimestre et de 7 % pour le semestre. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse du nombre d'abonnés et à l'adoption continue des forfaits *Partagez tout* de Rogers, qui dégagent des PMPC des services facturés supérieurs.

Les produits de Cable sont restés stables pour le trimestre et le semestre, car l'accroissement du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et la migration générale des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures ont été annulés par des pertes d'abonnés aux services de télévision par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, les produits de Cable auraient augmenté de 1 % pour le trimestre et le semestre et les produits des services d'accès Internet auraient affiché une progression de 10 % pour les mêmes périodes.

Les produits de Solutions d'Affaires ont diminué de 1 % pour le trimestre et le semestre considérés, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris la hausse des produits tirés de nos centres de données, a été plus qu'annulée par la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits de Media ont connu une hausse de 4 % pour le trimestre et de 5 % pour le semestre considérés en raison surtout de la croissance constante des produits tirés des événements sportifs, des ventes plus élevées de Today's Shopping Choice (TSC, auparavant The Shopping Channel) et de l'accroissement des produits tirés de la publicité conventionnelle télédiffusée, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des produits tirés de la publicité et de la diffusion des produits imprimés principalement imputable au repositionnement stratégique annoncé l'année dernière.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a augmenté de 9 % pour le trimestre et de 8 % pour le semestre à l'étude sous l'effet des solides retombées de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a augmenté de 3 % pour le trimestre et de 1 % pour le semestre sous l'effet de la diminution des charges opérationnelles et de l'évolution constante de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure, facteurs en partie annulés par le recul des produits tirés des services de télévision et de téléphonie. Exclusion faite de l'incidence de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, le résultat d'exploitation ajusté aurait augmenté de 6 % pour le trimestre et de 4 % pour le semestre à l'étude.

Le résultat d'exploitation ajusté de Solutions d'Affaires a augmenté de 3 % pour le trimestre et de 2 % pour le semestre à l'étude surtout par suite de la baisse des charges opérationnelles.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media a diminué de 30 % pour le trimestre et de 15 % pour le semestre considérés à cause surtout des hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change) et de l'incidence du repositionnement stratégique en matière d'édition.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net a progressé de 35 % pour le trimestre et de 32 % pour le semestre à l'étude, et le résultat net ajusté a augmenté de 20 % pour le trimestre et de 25 % pour le semestre à l'étude, grâce à la hausse du résultat d'exploitation ajusté et à la baisse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles; l'augmentation du bénéfice net est également attribuable à un profit sur la sortie de certains actifs immobiliers et à la reprise d'une provision liée à la liquidation de shomi.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 925	1 788	8	3 774	3 522	7
Produits tirés du matériel	123	143	(14)	242	299	(19)
Produits	2 048	1 931	6	4 016	3 821	5
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	446	434	3	902	894	1
Autres charges opérationnelles	678	651	4	1 377	1 318	4
Charges opérationnelles	1 124	1 085	4	2 279	2 212	3
Résultat d'exploitation ajusté	924	846	9	1 737	1 609	8
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des services	48,0 %	47,3 %	0,7 pt	46,0 %	45,7 %	0,3 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	158	207	(24)	318	388	(18)

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	366	349	17	709	653	56
Ajouts nets d'abonnés	93	65	28	153	79	74
Total des abonnés aux services facturés ²	8 710	8 350	360	8 710	8 350	360
Attrition (mensuelle)	1,05 %	1,14 %	(0,09) pt	1,08 %	1,16 %	(0,08) pt
PMPC (mensuels)	124,31 \$	116,06 \$	8,25 \$	121,95 \$	114,13 \$	7,82 \$
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	213	194	19	363	351	12
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	14	25	(11)	(28)	6	(34)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 689	1 612	77	1 689	1 612	77
Attrition (mensuelle)	3,96 %	3,57 %	0,39 pt	3,85 %	3,61 %	0,24 pt
PMPA mixtes (mensuels)	62,13 \$	60,18 \$	1,95 \$	61,04 \$	59,35 \$	1,69 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

L'augmentation de 8 % des produits tirés des services pour le trimestre et de 7 % pour le semestre à l'étude découle des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés;
- des PMPA mixtes supérieurs par suite de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques, dont les forfaits économiques *Partagez tout* de Rogers, et de l'utilisation accrue des données. Ces forfaits génèrent des PMPC des services facturés plus élevés, regroupent diverses fonctions supplémentaires et les appels interurbains, offrent la possibilité de combiner l'utilisation et la gestion des données sur plusieurs appareils et donnent accès à nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, GameCentre LIVE de la LNH par Rogers, *Spotify* et *Texture par Next Issue*.

L'augmentation de 7 % des PMPC des services facturés du trimestre et du semestre à l'étude s'explique essentiellement par l'ajout croissant de nouveaux services aux comptes existants des abonnés, y compris l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers. Les abonnés à ces forfaits ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte.

Les PMPA mixtes ont augmenté de 3 % au cours du trimestre et du semestre considérés en raison de ce qui suit :

- l'accroissement des produits tirés des services mentionné plus haut;
- atténué par l'augmentation globale du nombre de nos abonnés aux services prépayés par rapport à l'exercice précédent en comparaison avec l'accroissement des produits tirés des services.

À notre avis, l'accroissement des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés et la baisse du taux d'attrition des services facturés pour le trimestre et le semestre à l'étude découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les forfaits *Partagez tout*, au perfectionnement de notre service à la clientèle et à l'amélioration constante de la qualité de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La baisse de 14 % des produits tirés du matériel pour le trimestre et de 19 % pour le semestre considérés découle des éléments suivants :

- l'augmentation de l'investissement moyen consenti à l'égard des clients qui ont acheté leur appareil et conclu un contrat à terme;
- une diminution de 11 % des rehaussements d'appareils par les abonnés existants pour le trimestre et de 9 % pour le semestre à l'étude;
- facteurs contrebalancés en partie par les ajouts bruts d'abonnés aux services facturés plus élevés.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 3 % du coût du matériel au cours du trimestre et de 1 % pour le semestre considérés découle essentiellement de ce qui suit :

- une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé;
- l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés;
- facteurs atténués par la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants mentionnée ci-dessus.

Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 4 % pour le trimestre et le semestre à l'étude en raison de la hausse du coût des services.

De plus, pour le semestre considéré, les autres charges opérationnelles ont subi l'incidence de l'augmentation des commissions attribuable à la hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés.

Résultat d'exploitation ajusté

La hausse de 9 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre et de 8 % pour le semestre considérés s'explique par les solides retombées de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus.

Autres développements de Sans-fil

Acquisition d'une licence d'utilisation de spectre

En juin 2017, par suite de la réception des approbations requises des organismes de réglementation, nous avons acquis de Québecor inc. une licence d'utilisation du spectre SSFE-1, aux termes d'une convention déjà conclue, au prix de 184 millions de dollars. À la conclusion de l'acquisition, nous avons comptabilisé la licence d'utilisation de spectre comme une immobilisation incorporelle de 184 millions de dollars, y compris les coûts directement attribuables. Cette licence nous procure une plus grande capacité sans fil dans la région du Grand Toronto.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	402	376	7	789	736	7
Services de télévision	377	394	(4)	752	789	(5)
Services de téléphonie	90	99	(9)	181	198	(9)
Produits tirés des services	869	869	-	1 722	1 723	-
Produits tirés du matériel	1	1	-	3	3	-
Produits	870	870	-	1 725	1 726	-
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	-	1	(100)	1	2	(50)
Autres charges opérationnelles	442	454	(3)	904	916	(1)
Charges opérationnelles	442	455	(3)	905	918	(1)
Résultat d'exploitation ajusté	428	415	3	820	808	1
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	49,2 %	47,7 %	1,5 pt	47,5 %	46,8 %	0,7 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	249	300	(17)	477	546	(13)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	11	12	(1)	41	28	13
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 186	2 076	110	2 186	2 076	110
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(25)	(23)	(2)	(49)	(49)	-
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 771	1 847	(76)	1 771	1 847	(76)
Services de téléphonie						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	2	5	(3)	4	(5)	9
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 098	1 085	13	1 098	1 085	13
Foyers branchés ²	4 269	4 173	96	4 269	4 173	96
Nombre total d'abonnés ³						
Réductions nettes d'abonnés	(12)	(6)	(6)	(4)	(26)	22
Nombre total d'abonnés ²	5 055	5 008	47	5 055	5 008	47

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

Si les produits sont demeurés stables pour le trimestre et le semestre à l'étude, c'est principalement par suite de ce qui suit :

- la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des changements apportés à la tarification des services;
- facteurs contrebalancés par les réductions d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- la baisse des produits de gros après une décision du CRTC qui a eu pour effet de réduire les tarifs des services d'accès.

Exclusion faite de l'incidence de la décision du CRTC, les produits de Cable auraient augmenté de 1 % pour le trimestre et le semestre.

Produits tirés des services d'accès Internet

L'augmentation de 7 % des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre et du semestre à l'étude est attribuable à ce qui suit :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet Élan;
- l'incidence des changements apportés à la tarification des services;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- la baisse des produits tirés des services de gros découlant de la décision du CRTC de réduire les tarifs provisoires pour les services d'accès. Exclusion faite de cette incidence, les produits tirés des services d'accès Internet auraient augmenté de 10 % pour le trimestre et le semestre.

Produits tirés des services de télévision

Le recul de 4 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre et de 5 % pour le semestre à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés
- facteurs en partie compensés par les changements apportés à la tarification des services de télévision.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 9 % au cours du trimestre et du semestre à l'étude en raison de l'incidence des forfaits à tarifs réduits.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 3 % pour le trimestre et de 1 % pour le semestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- l'évolution de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

Résultat d'exploitation ajusté

L'augmentation de 3 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre et de 1 % pour le semestre considérés s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées. Si l'on exclut l'incidence de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, le résultat d'exploitation ajusté du trimestre considéré aurait augmenté de 6 % et celui du semestre à l'étude, de 4 %.

SOLUTIONS D'AFFAIRES

Résultats financiers de Solutions d'Affaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Activités de prochaine génération	79	78	1	157	153	3
Activités traditionnelles	15	17	(12)	30	37	(19)
Produits tirés des services	94	95	(1)	187	190	(2)
Produits tirés du matériel	2	2	-	4	3	33
Produits	96	97	(1)	191	193	(1)
Charges opérationnelles	64	66	(3)	128	131	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	32	31	3	63	62	2
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	33,3 %	32,0 %	1,3 pt	33,0 %	31,1 %	0,9 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	31	38	(18)	60	76	(21)

Produits

Les produits tirés des services ont diminué de 1 % au cours du trimestre et de 2 % pour le semestre à l'étude en raison du déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix, en partie compensé par la croissance des produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches. Les produits tirés des services traditionnels devraient continuer de reculer tandis que nous concentrons nos efforts visant à inciter les clients à se tourner vers des solutions et services IP plus évolués et plus économiques.

Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 84 % des produits tirés des services au cours du trimestre considéré (82 % en 2016) et 84 % pour le semestre à l'étude (81 % en 2016).

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 3 % au cours du trimestre et de 2 % pour le semestre considérés en raison des facteurs suivants :

- la baisse des coûts liés aux services par suite du déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix;
- les mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité;
- facteurs en partie annulés par l'accroissement des coûts liés aux services IP de prochaine génération à partir des réseaux possédés ou proches.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 3 % pour le trimestre et de 2 % pour le semestre considérés en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits	637	615	4	1 111	1 063	5
Charges opérationnelles	574	525	9	1 076	1 022	5
Résultat d'exploitation ajusté	63	90	(30)	35	41	(15)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	9,9 %	14,6 %	(4,7) pt	3,2 %	3,9 %	(0,7) pt
Entrées d'immobilisations corporelles	13	13	-	26	31	(16)

Produits

La hausse de 4 % des produits au cours du trimestre et de 5 % pour le semestre considérés s'explique par ce qui suit :

- l'augmentation des produits tirés des divertissements sportifs;
- les ventes de marchandises plus élevées enregistrées par TSC;
- les produits plus élevés tirés de la publicité conventionnelle télévisée;
- facteurs contrés en partie par la baisse des produits tirés de la publicité et de la diffusion des produits imprimés, imputable au repositionnement stratégique vers les médias numériques annoncé l'an dernier.

Les produits dégagés depuis le début de l'exercice 2017 ont été avantagés par une distribution versée au premier trimestre par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 9 % au cours du trimestre et de 5 % pour le semestre à l'étude en raison de ce qui suit :

- les hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change);
- l'accroissement des coûts liés à la programmation et à la production du contenu sportif;
- la hausse des coûts liés aux marchandises vendues par TSC;
- facteurs atténués par la réduction des coûts de l'édition par suite du repositionnement stratégique mentionné ci-dessus.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a diminué de 30 % au cours du trimestre et de 15 % pour le semestre à l'étude en raison de la variation des produits et des charges analysée plus haut.

ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, MONTANT NET

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles						
Sans-fil	158	207	(24)	318	388	(18)
Cable	249	300	(17)	477	546	(13)
Solutions d'Affaires	31	38	(18)	60	76	(21)
Media	13	13	-	26	31	(16)
Siège social	74	89	(17)	130	158	(18)
Total des entrées d'immobilisations corporelles ¹	525	647	(19)	1 011	1 199	(16)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	(74)	-	-	(74)	-	-
Total des entrées d'immobilisations corporelles, montant net	451	647	(30)	937	1 199	(22)
Intensité du capital ²	12,6 %	18,7 %	(6,1) pt	13,5 %	17,9 %	(4,4) pt

¹ Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil au cours du trimestre et du semestre à l'étude découle principalement des investissements supérieurs consacrés au réseau LTE en 2016 par rapport à ceux du premier trimestre de 2017 dans le but d'étendre la couverture et d'améliorer la capacité. Au 30 juin 2017, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 92 % de la population canadienne. Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 95 % de la population canadienne au 30 juin 2017.

Cable

La réduction des entrées d'immobilisations corporelles enregistrée par Cable au cours du trimestre et du semestre considérés découle des investissements consacrés à l'expansion du service d'accès Internet Gigabit Élan à l'ensemble du territoire de desserte de Cable en 2016 et des coûts liés au développement de notre produit IPTV en 2016. Cette réduction a été contrée en partie par les coûts engagés aux mêmes périodes relativement à notre plateforme vidéo IP X1 à venir et les investissements accrus dans le matériel installé chez l'abonné en 2017.

Solutions d'Affaires

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée pour le trimestre et le semestre à l'étude s'explique par les investissements plus élevés consacrés à l'infrastructure du réseau en 2016 comparativement à ceux de 2017, qui ont été contrebalancés en partie par la hausse des investissements consacrés à la technologie de l'information en 2017.

Media

Les entrées d'immobilisations corporelles du secteur Media sont restées stables pour le trimestre considéré. La diminution enregistrée pour le semestre découle d'investissements supérieurs effectués dans nos plateformes numériques et nos installations de diffusion en 2016 par rapport à ceux de 2017. La diminution a été en partie contrebalancée par l'augmentation des investissements dans le Centre Rogers au cours de l'exercice.

Siège social

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social au cours du trimestre et du semestre à l'étude s'explique par les investissements plus élevés consacrés à la technologie de l'information et les améliorations apportées à nos divers bureaux en 2016 par rapport à ceux de 2017.

Produit de la sortie d'immobilisations corporelles

La société a vendu certains biens immobiliers au cours du trimestre pour un produit totalisant 74 millions de dollars.

Intensité du capital

L'intensité du capital a diminué au cours du trimestre et du semestre à l'étude en raison de la baisse du montant net des entrées d'immobilisations corporelles dont il a déjà été question plus haut et de l'accroissement du total des produits.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 410	1 347	5	2 576	2 448	5
Déduire (ajouter) :						
Rémunération fondée sur des actions	19	15	27	32	27	19
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	535	572	(6)	1 080	1 146	(6)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(49)	-	n. s.	(49)	-	n. s.
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	34	27	26	62	71	(13)
Charges financières	189	189	-	379	385	(2)
Autres (produits) charges	(31)	9	n. s.	(42)	(25)	68
Charge d'impôt sur le résultat	182	141	29	289	220	31
Bénéfice net	531	394	35	825	624	32

n. s. : non significatif

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Incidence de l'acquisition des droits	18	18	32	34
Incidence des variations du cours	16	1	55	23
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(15)	(4)	(55)	(30)
Total de la rémunération fondée sur des actions	19	15	32	27

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	521	546	(5)	1 053	1 095	(4)
Amortissement des immobilisations incorporelles	14	26	(46)	27	51	(47)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	535	572	(6)	1 080	1 146	(6)

Le montant total des amortissements a diminué pour le trimestre et le semestre considérés, principalement du fait que certaines immobilisations sont maintenant entièrement amorties.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre et le semestre considérés, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 34 millions de dollars et de 62 millions de dollars, respectivement (27 millions de dollars et 71 millions de dollars, respectivement, en 2016). Les frais du trimestre et du semestre à l'étude correspondaient essentiellement à des indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs et aux frais de résiliation de certains contrats.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	185	192	(4)	371	388	(4)
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	3	-	6	5	20
Profit de change	(41)	(22)	86	(49)	(47)	4
Variation de la juste valeur des dérivés	40	18	122	48	42	14
Intérêts inscrits à l'actif	(4)	(5)	(20)	(8)	(9)	(11)
Autres	6	3	100	11	6	83
Total des charges financières	189	189	-	379	385	(2)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les emprunts à court terme.

Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été moins élevés pour le trimestre et le semestre considérés en raison de la diminution du coût moyen pondéré du financement. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » et « Situation financière » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

Autres (produits) charges

Les autres produits du trimestre et du semestre comprennent la reprise d'une provision de 20 millions de dollars liée à la liquidation de shomi. En 2016, les autres produits du semestre comprenaient un profit de 39 millions de dollars inscrit sur les dessaisissements liés à des placements.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,6 %	26,7 %	26,6 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	713	535	1 114	844
Charge d'impôt sur le résultat calculée	190	143	297	225
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	2	-	7	3
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	-	-	3
Tranche non imposable du gain en capital	(7)	-	(10)	(5)
Autres éléments	(3)	(2)	(5)	(6)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	182	141	289	220
Taux d'impôt effectif	25,5 %	26,4 %	25,9 %	26,1 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	152	18	312	155

Les taux d'impôt effectifs du trimestre et du semestre ont été inférieurs au taux d'impôt prévu par la loi essentiellement en raison de la tranche non imposable du gain en capital réalisé sur la vente de certains biens immobiliers, facteur en partie annulé par la rémunération fondée sur des actions non déductible.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre et du semestre considérés a augmenté surtout en raison de l'incidence que l'acquisition de Mobilicity en 2015 avait eue sur la réduction des acomptes provisionnels de 2016.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Bénéfice net	531	394	35	825	624	32
Bénéfice de base par action	1,03 \$	0,77 \$	34	1,60 \$	1,21 \$	32
Bénéfice dilué par action	1,03 \$	0,76 \$	36	1,60 \$	1,21 \$	32

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 410	1 347	5	2 576	2 448	5
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	535	572	(6)	1 080	1 146	(6)
Charges financières	189	189	-	379	385	(2)
Autres (produits) charges ²	(11)	9	n. s.	(22)	14	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat ³	183	150	22	296	231	28
Résultat net ajusté ¹	514	427	20	843	672	25
Résultat par action de base ajusté ¹	1,00 \$	0,83 \$	20	1,64 \$	1,30 \$	26
Résultat par action dilué ajusté ¹	1,00 \$	0,83 \$	20	1,63 \$	1,30 \$	25

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les autres produits du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 ne tiennent pas compte de la reprise d'une provision de 20 millions de dollars liée à la liquidation de Shomi. Les autres charges du semestre clos le 30 juin 2016 ne tenaient pas compte d'un profit de 39 millions de dollars inscrit sur les dessaisissements liés à des placements.

³ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 1 million de dollars et de 7 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement (9 millions de dollars et 14 millions de dollars en 2016) lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés. La charge d'impôt du semestre clos le 30 juin 2016 ne tenait pas compte non plus des charges de 3 millions de dollars découlant des modifications apportées aux lois fiscales.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2017	30 juin 2016	2017	30 juin 2016
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 335	1 258	2 507	2 351
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(227)	35	(405)	(85)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 108	1 293	2 102	2 266
Impôt sur le résultat payé	(152)	(18)	(312)	(155)
Intérêts payés	(133)	(154)	(371)	(392)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	823	1 121	1 419	1 719
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net	(451)	(647)	(937)	(1 199)
Entrées de droits de diffusion	(19)	(14)	(33)	(24)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(7)	32	(88)	(105)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	(184)	-	(184)	-
Autres	(26)	47	(52)	7
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(687)	(582)	(1 294)	(1 321)
Activités de financement				
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net	889	45	1 225	250
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net	(795)	(385)	(848)	(266)
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(8)	(23)	(11)	(42)
Dividendes payés	(247)	(247)	(494)	(494)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(161)	(610)	(128)	(552)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	(25)	(71)	(3)	(154)
	(49)	(72)	(71)	11
Avances bancaires à la clôture de la période	(74)	(143)	(74)	(143)

Activités opérationnelles

La diminution de 27 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre et de 17 % pour le semestre considérés est essentiellement attribuable à la hausse des investissements nets liés aux éléments du fonds de roulement, dont une partie découlait des paiements plus élevés versés aux fournisseurs, de l'accroissement des stocks et de la hausse de l'impôt sur le résultat en trésorerie par suite de l'acquisition de Mobicity en 2015, qui a fait baisser nos versements au titre des acomptes provisionnels en 2016. Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés ont augmenté, ce qui concorde avec la hausse du résultat d'exploitation ajusté.

Activités d'investissement

Entrées d'immobilisations corporelles, montant net

Au cours du trimestre et du semestre considérés, nous avons consacré 451 millions de dollars et 937 millions de dollars, respectivement, au montant net des entrées d'immobilisations corporelles, avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant inférieur à celui des périodes correspondantes de 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles, montant net » pour plus de précisions.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Pour le trimestre et le semestre à l'étude, nous avons payé 184 millions de dollars pour l'acquisition d'une licence d'utilisation du spectre SSFE-1 qui appartenait à Québecor inc. Il y a lieu de se reporter à la section « Sans-fil » de la rubrique « Résultats de nos secteurs à présenter » pour plus de précisions.

Activités de financement

Titrisation des débiteurs

Le tableau ci-dessous et les paragraphes qui l'accompagnent résument l'activité de notre programme de titrisation des débiteurs pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Produit tiré de la titrisation de débiteurs	200	45	450	295
Remboursements sur la titrisation de débiteurs	(60)	-	(240)	(45)
Produit tiré de la titrisation de débiteurs, montant net	140	45	210	250

Au 30 juin 2017, le total de notre financement aux termes du programme de titrisation s'établissait à 1 010 millions de dollars (800 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Programme de papier commercial

En mars 2017, nous avons mis sur pied un programme de papier commercial libellé en dollars américains qui nous permet d'émettre jusqu'à un principal total de 1 milliard de dollars américains. Les fonds peuvent être empruntés aux termes de ce programme selon des durées jusqu'à l'échéance allant de 1 jour à 397 jours, selon la conjoncture des marchés. Toute émission réalisée dans le cadre de ce programme sera effectuée à escompte. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Les tableaux ci-après résument les activités liées au programme de papier commercial libellé en dollars américains pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017.

	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	2 830	1,35	3 818	3 030	1,35	4 084
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(2 279)	1,35	(3 069)	(2 279)	1,35	(3 069)
Produit net reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains			749			1 015
	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Papier commercial libellé en dollars américains, à l'ouverture de la période	200	1,33	266	–	–	–
Produit net reçu	551	1,36	749	751	1,35	1 015
Escompte à l'émission ¹	3	1,33	4	3	1,33	4
Profit de change ¹			(41)			(41)
Papier commercial libellé en dollars américains, à la clôture de la période	754	1,30	978	754	1,30	978

¹ Montant inclus dans les charges financières.

Parallèlement à ces émissions de papier commercial, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Facilités de crédit bancaire

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'évolution de nos facilités de crédit bancaire renouvelable et non renouvelable pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2017			Semestre clos le 30 juin 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	150	1,35	203	575	1,35	774
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			580			1 280
Total des émissions de titres d'emprunt à long terme			783			2 054
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	(200)	1,37	(273)	(575)	1,34	(772)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(805)			(1 380)
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			(1 078)			(2 152)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			(295)			(98)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2016			Semestre clos le 30 juin 2016		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	900	1,30	1 174	1 407	1,32	1 862
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			190			190
Total des émissions de titres d'emprunt à long terme			1 364			2 052
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	(469)	1,28	(599)	(519)	1,29	(668)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(150)			(650)
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			(749)			(1 318)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			615			734

Certains fonds ont été prélevés en dollars américains sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements.

En mars 2017, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, de faire passer la date d'échéance de notre facilité de crédit initiale de 2,5 milliards de dollars de septembre 2020 à mars 2022. En outre, nous avons ajouté une tranche de 700 millions de dollars à la facilité qui vient à échéance en mars 2020. Par suite de ces modifications, le plafond de notre facilité de crédit totale s'établit maintenant à 3,2 milliards de dollars. La facilité de crédit renouvelable a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

En mars 2017, nous avons remboursé en entier l'encours de notre facilité de crédit bancaire non renouvelable. Par conséquent, cette facilité a été abrogée.

Billets de premier rang

Nous n'avons pas émis de billets de premier rang au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

Les tableaux qui suivent résument les remboursements de billets de premier rang effectués au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

(en millions de dollars) Échéance	Trimestre clos le 30 juin 2017		Semestre clos le 30 juin 2017	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
Mars 2017	–	–	–	250
Juin 2017	–	500	–	500
Total	–	500	–	750

(en millions de dollars) Échéance	Trimestre clos le 30 juin 2016		Semestre clos le 30 juin 2016	
	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
Mai 2016	–	1 000	–	1 000

Aucun dérivé lié à la dette n'était associé à ces billets de premier rang libellés en dollars canadiens.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation en 2017 et en 2016.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
26 janvier 2017	13 mars 2017	3 avril 2017	0,48	247
18 avril 2017	12 juin 2017	4 juillet 2017	0,48	247
27 janvier 2016	13 mars 2016	1 ^{er} avril 2016	0,48	247
18 avril 2016	12 juin 2016	4 juillet 2016	0,48	247
11 août 2016	11 septembre 2016	3 octobre 2016	0,48	247
20 octobre 2016	12 décembre 2016	3 janvier 2017	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 410	1 347	5	2 576	2 448	5
Déduire (ajouter) :						
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net ²	451	647	(30)	937	1 199	(22)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	181	187	(3)	363	379	(4)
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	152	18	n. s.	312	155	101
Flux de trésorerie disponibles ¹	626	495	26	964	715	35

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Le montant net des entrées d'immobilisations corporelles ne tient pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 26 % pour le trimestre et de 35 % pour le semestre considérés en raison de la baisse du montant net des entrées d'immobilisations corporelles et de l'accroissement du résultat d'exploitation ajusté, facteurs en partie annulés par la hausse de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Aperçu de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2017	Au 31 déc. 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Débiteurs	1 884	1 949	(65)	(3)	Tient compte essentiellement de la diminution des créances clients imputable à leur caractère saisonnier.
Stocks	290	315	(25)	(8)	n. s.
Autres actifs courants	292	215	77	36	Tient compte essentiellement d'une augmentation des charges payées d'avance liée aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	101	91	10	11	n. s.
Total des actifs courants	2 567	2 570	(3)	–	
Immobilisations corporelles	10 678	10 749	(71)	(1)	Tient compte surtout de la charge d'amortissement, en partie compensée par le montant net des entrées d'immobilisations corporelles. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles, montant net » pour obtenir d'autres renseignements.
Immobilisations incorporelles	7 290	7 130	160	2	A trait à l'acquisition d'une licence d'utilisation de spectre, en partie compensée par l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter à la section « Sans-fil » de la rubrique « Résultats de nos secteurs à présenter ».
Placements	2 385	2 174	211	10	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 484	1 708	(224)	(13)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres actifs à long terme	92	98	(6)	(6)	n. s.
Actifs d'impôt différé	7	8	(1)	(13)	n. s.
Goodwill	3 905	3 905	–	–	n. s.
Total des actifs	28 408	28 342	66	–	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Avances bancaires	74	71	3	4	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Emprunts à court terme	1 988	800	1 188	149	Tient compte des emprunts effectués aux termes du nouveau programme de papier commercial libellé en dollars américains et d'un accroissement des emprunts effectués aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
Créditeurs et charges à payer	2 364	2 783	(419)	(15)	Tient compte surtout de la diminution des dettes fournisseurs occasionnée par le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	105	186	(81)	(44)	Tient compte de l'excédent des acomptes provisionnels versés sur l'impôt à payer comptabilisé en 2017.
Partie courante des provisions	60	134	(74)	(55)	Tient compte essentiellement du financement fourni pour notre quote-part des obligations résiduelles relativement à notre coentreprise shomi et de la reprise d'une provision s'y rapportant.
Produits constatés d'avance	361	367	(6)	(2)	n. s.
Partie courante de la dette à long terme	–	750	(750)	(100)	Tient compte du remboursement cumulatif de billets de premier rang de 750 millions de dollars en 2017. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Partie courante des instruments dérivés	107	22	85	n. s.	Tient compte des dérivés liés à la dette additionnels se rapportant au programme de papier commercial libellé en dollars américains et à l'arrivée à échéance de certains contrats à terme sur obligations maintenant classés dans les éléments courants.
Total des passifs courants	5 059	5 113	(54)	(1)	
Provisions	33	33	–	–	n. s.
Dette à long terme	14 927	15 330	(403)	(3)	Tient compte principalement d'une diminution des prélèvements sur nos facilités de crédit et d'une réévaluation faisant suite à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Instruments dérivés	153	118	35	30	Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette, essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, atténuées par l'arrivée à échéance de certains contrats à terme sur obligations maintenant classés dans les éléments courants.
Autres passifs à long terme	490	562	(72)	(13)	Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Passifs d'impôt différé	1 976	1 917	59	3	Tient compte d'une diminution du passif lié aux régimes de retraite par suite de cotisations de l'employeur.
Total des passifs	22 638	23 073	(435)	(2)	
Capitaux propres	5 770	5 269	501	10	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	28 408	28 342	66	–	

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme.

Au 30 juin 2017 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars US	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	195	9	978	2 018
Lettres de crédit en circulation	59	–	59	–	–
Avances bancaires	–	74	–	–	(74)
Total des facilités de crédit bancaire	3 259	269	68	978	1 944
Titrisation de débiteurs	1 050	1 010	–	–	40
Total	4 309	1 279	68	978	1 984
Au 31 décembre 2016 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Montant net disponible	
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	2 500	–	–	9	2 491
Non renouvelable	301	301	–	–	–
Lettres de crédit en circulation	59	–	–	59	–
Avances bancaires	–	–	71	–	(71)
Total des facilités de crédit bancaire	2 860	372	68	68	2 420
Titrisation de débiteurs	1 050	800	–	–	250
Total	3 910	1 172	68	68	2 670

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons 1 250 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 juin 2017 (1 047 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Au 30 juin 2017, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,55 % (4,72 % au 31 décembre 2016), et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,0 années (10,6 années au 31 décembre 2016). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'utilisation de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains;
- la plus grande utilisation de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de débiteurs.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des notations de crédit attribuées aux débetures et aux billets de premier rang en circulation (long terme) et au papier commercial libellé en dollars américains en circulation (court terme) de RCI au 30 juin 2017.

	Court terme ¹	Long terme ¹
Standard and Poor's Ratings Services	A-2	BBB+ avec perspective stable
Moody's Ratings Services	P-2	Baa1 avec perspective stable
Fitch Ratings	s. o. ²	BBB+ avec perspective stable

¹ Notation inchangée pendant le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de notation relativement à nos instruments à court terme.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2016. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 juin 2017, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 86,1 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (91,2 % au 31 décembre 2016).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Nous ne désignons pas les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial comme couvertures à des fins comptables.

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et au programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 juin 2017			Semestres clos les 30 juin 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	300	1,34	403	1 175	1,33	1 568
Dérivés liés à la dette réglés	350	1,35	474	1 175	1,33	1 566
Trésorerie nette reçue (payée)			2			(1)
<i>Programme de papier commercial</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 830	1,35	3 817	3 030	1,35	4 083
Dérivés liés à la dette réglés	2 276	1,35	3 065	2 276	1,35	3 065
Trésorerie nette payée			(10)			(10)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2016			Semestre clos le 30 juin 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	3 073	1,29	3 974	3 797	1,30	4 950
Dérivés liés à la dette réglés	2 567	1,30	3 325	2 909	1,31	3 799
Trésorerie nette payée			(23)			(42)

Au 30 juin 2017, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et sur notre papier commercial s'élevaient respectivement à 150 millions de dollars américains et à 754 millions de dollars américains (150 millions de dollars américains et néant au 31 décembre 2016).

Billets de premier rang

Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016, nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons ni conclu ni réglé de contrat à terme sur obligations au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus et réglés au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 30 juin 2017			Semestres clos les 30 juin 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	360	1,31	470	480	1,30	625
Dérivés liés aux dépenses réglés	240	1,33	320	465	1,33	620

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2016			Semestre clos le 30 juin 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	270	1,27	342	690	1,34	926
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,22	256	420	1,22	513

Au 30 juin 2017, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 305 millions de dollars américains (1 290 millions de dollars américains au 31 décembre 2016), venaient à échéance de juillet 2017 à décembre 2018 (de janvier 2017 à décembre 2018 au 31 décembre 2016) et le cours de change moyen s'établissait à 1,31 \$ CA/1 \$ US (1,32 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2016).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 30 juin 2017, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,4 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,4 millions au 31 décembre 2016) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,44 \$ (50,30 \$ au 31 décembre 2016).

Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre. Au premier trimestre de 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres en cours, pour un produit net de 6 millions de dollars, et conclu de nouveaux dérivés liés à 1 million d'actions de catégorie B de RCI qui viennent à échéance en mars 2018. Nous avons également signé des accords de prorogation pour les contrats de dérivés liés aux capitaux propres restants selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2018 (auparavant en avril 2017). Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre et du semestre correspondants de 2016.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 juin 2017			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 526
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(109)
Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	903	1,3404	1 210	(39)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 378
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs			900	(80)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	405	1,2769	517	6
En passifs	900	1,3283	1 195	(32)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif				(26)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs			276	53
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 325
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2016			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 751
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(68)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	150	1,3407	201	–
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 683
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	900	(51)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	990	1,2967	1 284	40
En passifs	300	1,4129	424	(21)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				19
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	270	8
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 659

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté (ratio d'endettement) pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Dette à long terme ¹	15 041	16 197
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 409)	(1 740)
Emprunts à court terme	1 988	800
Avances bancaires	74	71
Dette nette ajustée ³	15 694	15 328
Ratio d'endettement ^{3,4}	3,0	3,0

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant les coûts de transaction différés et les escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le ratio d'endettement ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Le ratio d'endettement est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

De plus, nous détenions au 30 juin 2017 des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 250 millions de dollars (1 047 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Notre dette nette ajustée a augmenté de 0,4 milliard de dollars depuis le 31 décembre 2016, en raison surtout de l'acquisition d'une licence d'utilisation du spectre SSFE-1 de Vidéotron et d'un investissement dans les éléments hors trésorerie du fonds de roulement net.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation ¹		
De catégorie A avec droit de vote	112 407 192	112 411 992
De catégorie B sans droit de vote	402 403 433	402 396 133
Total des actions ordinaires	514 810 625	514 808 125
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	3 270 658	3 732 524
Options en circulation exerçables	1 186 366	1 770 784

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 20 et 28 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2016.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2016, depuis le 31 décembre 2016.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 9 février 2017 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2016. Les paragraphes qui suivent présentent les modifications importantes concernant la réglementation survenues depuis cette date.

Le Code sur les services sans fil du CRTC

Le 15 juin 2017, le CRTC a publié les conclusions de son examen de trois ans du Code sur les services sans fil entré en vigueur en décembre 2013 (Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-200). Le CRTC a annoncé qu'à compter du 1^{er} décembre 2017, tous les particuliers et les petites entreprises clientes de fournisseurs de services sans fil auront le droit de faire déverrouiller sur demande leurs téléphones cellulaires et autres appareils mobiles, et ce, sans frais. De plus, dès le 1^{er} décembre 2017, tous les appareils nouvellement achetés doivent être fournis déverrouillés. Le CRTC a aussi précisé que pour les forfaits familiaux ou partagés (forfaits à lignes multiples), le titulaire du compte doit par défaut être celui qui peut accepter les frais d'utilisation excédentaire de données et les frais d'itinérance de données au-delà des limites fixées (50 \$ et 100 \$ par mois, respectivement). Toutefois, les fournisseurs de services sans fil peuvent permettre au titulaire d'un compte d'autoriser d'autres utilisateurs inscrits à un forfait familial ou partagé à consentir à d'éventuels frais supplémentaires. Le CRTC a aussi établi clairement que dans tous les cas, les limites s'appliquent en fonction d'un seul et même compte, peu importe le nombre d'appareils associés au forfait à lignes multiples.

Renouvellement de licences de diffusion

Le 18 mai 2017, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2017-151, dans laquelle il approuve le renouvellement pour cinq ans de nos licences par groupe de propriété (six licences visant nos stations de télévision directe en langue anglaise City, Sportsnet 360, VICELAND, G4Tech, Outdoor Life, FX et FXX). Le renouvellement pour cinq ans des licences visant nos services de sport d'intérêt général Sportsnet et Sportsnet One et notre service sur demande a également été approuvé. Pour que leur date d'expiration corresponde à celle de la licence de diffusion de notre nouveau service facultatif appelé OMNI Regional, décrit ci-après, les cinq licences de diffusion visant nos stations de télévision directe à caractère ethnique OMNI ont été renouvelées pour une période de trois ans aux termes de cette décision.

Dans la Décision de radiodiffusion CRTC 2017-152, publiée le même jour, le CRTC a également approuvé notre demande visant une nouvelle licence en vue d'exploiter un nouveau service facultatif appelé OMNI Regional qui bénéficierait d'une ordonnance de distribution obligatoire en vertu de l'article 9(1)h rendant sa distribution possible au service de base moyennant des frais d'affiliation réglementés de 0,12 \$/abonné/mois pour une durée de trois ans. Le CRTC a par la suite lancé un appel (Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2017-154) de demandes concurrentes afin de déterminer si OMNI devrait conserver sa désignation en vertu de l'article 9(1)h après trois ans ou si cette désignation ne devrait pas être accordée à un autre demandeur.

Différenciation des prix relatifs aux forfaits de données Internet

Le 20 avril 2017, le CRTC a rendu sa décision relative à la consultation entreprise en mai 2016 (Avis de consultation de télécom CRTC 2016-192) visant à examiner les questions de politique entourant le recours à des pratiques de différenciation des prix (c.-à-d. exonérer ou offrir à prix réduit l'utilisation de données Internet de détail) par les fournisseurs de services Internet canadiens dans le cadre de la fourniture de forfaits de données Internet. Dans sa décision (Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-104), le CRTC énonce les critères d'évaluation qu'il appliquera pour établir si une pratique de différenciation des prix particulière est conforme au paragraphe 27(2) de la *Loi sur les télécommunications*. Ces critères d'évaluation sont les suivants :

- le degré auquel le traitement des données est basé sur le contenu (c.-à-d. que les données sont traitées de la même façon, quelle que soit leur source ou leur nature);
- l'exclusivité de l'offre à certains clients ou fournisseurs de contenu;
- l'incidence sur l'ouverture et l'innovation relatives à Internet;
- la présence d'une rémunération.

Parmi ces critères, celui qui concerne le degré auquel les données sont traitées en fonction du contenu aura généralement le plus de poids. L'objectif primordial de ce critère est de faire en sorte que tout le contenu et toutes les applications soient traités de manière neutre. La gratuité des fonctions liées aux comptes, notamment pour le suivi des données Internet et le paiement des factures en ligne, sera généralement permise.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 9 février 2017, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2016, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2016 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2017

Nous avons adopté les nouvelles modifications de normes comptables suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*
- IAS 12, *Impôts sur le résultat*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

Nous sommes tenus d'adopter les nouvelles normes comptables suivantes au plus tôt le 1^{er} janvier 2018. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des nouvelles normes sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2016 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2019)

Nous continuons d'évaluer l'incidence de chacune de ces normes sur nos états financiers consolidés et nous progressons dans la mise en œuvre de ces normes. En date du présent rapport de gestion, aucune modification importante n'a été apportée aux informations à fournir dans le cadre de la mise en œuvre de ces normes dans nos états financiers de 2016. Pour ce qui est de l'IFRS 15, nous avons mis sur pied une équipe qui s'assure de notre conformité aux exigences de cette norme. Nous mettons actuellement en place un nouveau système qui nous permettra de respecter les exigences de la norme pour chaque contrat et nous prévoyons mettre ce système en service en 2017 pour entamer la comptabilisation en parallèle selon l'IAS 18 et selon l'IFRS 15. Nous avons terminé la configuration du système et entrepris le processus de validation des données, qui devrait se poursuivre pendant toute la durée de l'exercice 2017. Par conséquent, nous poursuivons notre évaluation de l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés, et il n'est pas possible pour l'heure d'en faire une estimation raisonnable. Nous communiquerons les répercussions financières estimatives de l'adoption de l'IFRS 15 dans nos états financiers consolidés annuels de 2017.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques	3	6	10	11

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016.

Prévisions financières

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au résultat d'exploitation ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux entrées nettes d'immobilisations corporelles qui ont été présentées le 26 janvier 2017. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel de 2016. Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2016 et dans le présent rapport de gestion. Nous estimons que ces indicateurs clés de performance nous permettent de mesurer adéquatement notre performance par rapport à notre stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de nos pairs et de nos concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons les mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer notre performance et prendre des décisions au sujet de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de notre performance opérationnelle, de notre capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>Résultat d'exploitation ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes</p> <p>Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée : Résultat d'exploitation ajusté Divisé par l'élément suivant produits (produits tirés des services de Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Résultat net ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes, perte (profit) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté Divisé par l'élément suivant nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur important de notre solidité et de notre performance financières puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans l'entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>Résultat d'exploitation ajusté Moins les éléments suivants entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement. 	<p>Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme</p>	Dette à long terme
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté (ratio d'endettement)	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement. 	<p>Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)</p>	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	531	394	825	624
Ajouter (déduire) :				
Charge d'impôt sur le résultat	182	141	289	220
Autres (produits) charges	(31)	9	(42)	(25)
Charges financières	189	189	379	385
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	34	27	62	71
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(49)	–	(49)	–
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	535	572	1 080	1 146
Rémunération fondée sur des actions	19	15	32	27
Résultat d'exploitation ajusté	1 410	1 347	2 576	2 448

Rapprochement de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée				
Résultat d'exploitation ajusté	1 410	1 347	2 576	2 448
Diviser par : Total des produits	3 592	3 455	6 930	6 700
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	39,3 %	39,0 %	37,2 %	36,5 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	531	394	825	624
Ajouter (déduire) :				
Rémunération fondée sur des actions	19	15	32	27
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	34	27	62	71
Profit sur les dessaisissements liés aux placements	–	–	–	(39)
Recouvrement sur la liquidation de shomi	(20)	–	(20)	–
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(49)	–	(49)	–
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(1)	(9)	(7)	(14)
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	–	–	–	3
Résultat net ajusté	514	427	843	672

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	514	427	843	672
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Résultat par action de base ajusté	1,00 \$	0,83 \$	1,64 \$	1,30 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté	514	427	843	672
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	516	517	517	517
Résultat par action dilué ajusté	1,00 \$	0,83 \$	1,63 \$	1,30 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	823	1 121	1 419	1 719
Ajouter (déduire) :				
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net	(451)	(647)	(937)	(1 199)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(181)	(187)	(363)	(379)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	34	27	62	71
Intérêts payés	133	154	371	392
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	227	(35)	405	85
Autres ajustements	41	62	7	26
Flux de trésorerie disponibles	626	495	964	715

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

(en millions de dollars)	Au	Au
	30 juin	31 décembre
	2017	2016
Partie courante de la dette à long terme	–	750
Dette à long terme	14 927	15 330
Coûts de transaction différés et escomptes	114	117
	15 041	16 197
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 378)	(1 683)
Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette représentant un actif	(31)	(57)
Emprunts à court terme	1 988	800
Avances bancaires	74	71
Dette nette ajustée	15 694	15 328

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au	Au
	30 juin	31 décembre
	2017	2016
Ratio d'endettement		
Dette nette ajustée	15 694	15 328
Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois	5 220	5 092
Ratio d'endettement	3,0	3,0

Information complémentaire

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2017		2016				2015	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits								
Sans-fil	2 048	1 968	2 058	2 037	1 931	1 890	1 981	1 973
Cable	870	855	858	865	870	856	855	871
Solutions d'Affaires	96	95	96	95	97	96	95	94
Media	637	474	550	533	615	448	560	473
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(59)	(54)	(52)	(38)	(58)	(45)	(39)	(27)
Total des produits	3 592	3 338	3 510	3 492	3 455	3 245	3 452	3 384
Total des produits tirés des services¹	3 466	3 214	3 306	3 328	3 308	3 085	3 214	3 183
Résultat d'exploitation ajusté								
Sans-fil	924	813	792	884	846	763	754	879
Cable	428	392	435	431	415	393	426	416
Solutions d'Affaires	32	31	30	31	31	31	30	31
Media	63	(28)	49	79	90	(49)	56	58
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(37)	(42)	(47)	(40)	(35)	(37)	(40)	(39)
Résultat d'exploitation ajusté²	1 410	1 166	1 259	1 385	1 347	1 101	1 226	1 345
Déduire (ajouter) :								
Rémunération fondée sur des actions	19	13	16	18	15	12	16	13
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	535	545	555	575	572	574	580	576
Dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes	—	—	484	—	—	—	—	—
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(49)	—	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	34	28	34	55	27	44	23	37
Charges financières	189	190	188	188	189	196	192	190
Autres (produits) charges	(31)	(11)	(4)	220	9	(34)	4	(31)
Bénéfice net (perte nette) avant la charge d'impôt sur le résultat	713	401	(14)	329	535	309	411	560
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	182	107	(5)	109	141	79	112	135
Bénéfice net (perte nette)	531	294	(9)	220	394	230	299	425
Bénéfice (perte) par action								
De base	1,03 \$	0,57 \$	(0,02) \$	0,43 \$	0,77 \$	0,45 \$	0,58 \$	0,83 \$
Dilué	1,03 \$	0,57 \$	(0,04) \$	0,43 \$	0,76 \$	0,44 \$	0,58 \$	0,82 \$
Bénéfice net (perte nette)	531	294	(9)	220	394	230	299	425
Ajouter (déduire) :								
Rémunération fondée sur des actions	19	13	16	18	15	12	16	13
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	34	28	34	55	27	44	23	37
Profit sur l'acquisition de Mobilicity	—	—	—	—	—	—	—	(74)
Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	72
(Recouvrement) perte sur la liquidation de shomi	(20)	—	—	140	—	—	—	—
Perte nette (profit net) sur les dessaisissements liés aux placements	—	—	—	50	—	(39)	—	—
Dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes	—	—	484	—	—	—	—	—
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(49)	—	—	—	—	—	—	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(1)	(6)	(143)	(56)	(9)	(5)	(7)	(12)
Ajustement d'impôts sur le résultat, modification des lois fiscales	—	—	—	—	—	3	—	—
Résultat net ajusté²	514	329	382	427	427	245	331	461
Résultat par action ajusté²								
De base	1,00 \$	0,64 \$	0,74 \$	0,83 \$	0,83 \$	0,48 \$	0,64 \$	0,90 \$
Dilué	1,00 \$	0,64 \$	0,74 \$	0,83 \$	0,83 \$	0,47 \$	0,64 \$	0,89 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	451	486	604	549	647	552	773	571
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles, montant net	823	596	1 053	1 185	1 121	598	950	1 456
Flux de trésorerie disponibles²	626	338	392	598	495	220	274	660

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantes ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Totaux	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	1	2	3 015	2 897	645	620	(69)	(64)	3 592	3 455
Bénéfice net (perte nette)	531	394	430	337	271	273	(701)	(610)	531	394
Semestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)										
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	2	7	5 932	5 740	1 128	1 072	(132)	(119)	6 930	6 700
Bénéfice net (perte nette)	825	624	751	451	452	498	(1 203)	(949)	825	624
À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)										
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	25 279	22 831	22 332	19 665	8 836	9 780	(53 880)	(49 706)	2 567	2 570
Actifs non courants	30 052	28 812	38 544	38 448	5 692	5 805	(48 447)	(47 293)	25 841	25 772
Passifs courants	29 318	25 712	27 211	25 190	4 025	5 558	(55 495)	(51 347)	5 059	5 113
Passifs non courants	16 749	17 159	2 071	2 084	68	75	(1 309)	(1 358)	17 579	17 960

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cible » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas tous nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugions raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- le montant net des entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date à laquelle les énoncés prospectifs sont formulés.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » ainsi que les rubriques du rapport de gestion annuel de 2016 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web sedar.com et sec.gov, respectivement. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###